

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES

223 rue de la Forêt Z.A Briffaut Est
26000 Valence

Références : 20260216-RAP-DAEN0230
Code AIOT : 0006102764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté 223 rue de la Forêt Z.A Briffaut Est 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'organisation de cette visite d'inspection était liée au dépôt d'un dossier de porter à connaissance par l'exploitant sollicitant les modifications des conditions d'exploitation ci-après ayant pour conséquence de modifier l'étude de dangers :

- L'installation d'un broyeur en amont de la presse pour vieux papiers, à l'extérieur du bâtiment de stockage des papiers, cartons et plastiques, sous un auvent pour le protéger des aléas climatiques. Cela nécessite le rajout de la rubrique 2791 soumise à autorisation.
- Le déplacement de l'activité de tri des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) entraînant une augmentation du stockage de déchets de bois, de 150 m³ à 300 m³ sans impact sur le classement de la rubrique.
- La construction d'un auvent de 1 250 m² qui sera implanté et construit à l'ouest du centre de tri, à la place du parking des bennes vides en attente de réparation pour accueillir l'activité de réception et tri des déchets d'éléments d'ameublement (DEA).
- Le déplacement de la station de distribution de carburant et son remplacement par une station service munie d'une cuve simple paroi bi-compartmentée intégrée dans un

container muni d'un bac de rétention.

L'inspection a ainsi été l'occasion de faire le point sur les compléments à apporter à l'étude de dangers et au dossier de porter à connaissance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- 223 rue de la Forêt Z.A Briffaut Est 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Veolia ONYX ARA est situé dans la zone d'activité de Briffaut Est à Valence et il est autorisé par arrêté préfectoral n°2018080-0001 du 20 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2021 pour des activités de collecte, de tri et de valorisation des déchets industriels banals et des déchets industriels dangereux. Il gère les déchets suivants :

- monomatériaux plastiques/papiers/cartons (mise en balles) ;
- déchets à trier plastiques/papiers/cartons/bois/ferrailles ;
- déchets dangereux contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes.

Le site relève du régime de :

- l'autorisation au titre de la rubrique 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793, la quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents étant de 8 tonnes de déchets d'amiante liée à des matériaux inertes ;
- l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume de déchets susceptibles d'être présents étant de 1 400 m³ répartis comme suit :
 - 320 m³ de plastiques, caoutchouc ;
 - 840 m³ de papier-carton ;
 - 150 m³ de bois ;
 - 90 m³ de déchets verts.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 74.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Mesures de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseaux d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.2.4	Sans objet
2	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.4	Sans objet
4	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 7.5.3	Sans objet
6	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
7	Dispositifs de protection et mesures de prévention contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
9	Dossier risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis dans le cadre de cette inspection montrent que les risques incendie et de pollution liée à un incendie sont globalement bien pris en compte. L'analyse du risque foudre est cependant à mettre à jour avec les modifications apportées à l'aménagement du site et aux activités de l'établissement, les murets permettant le confinement des eaux d'extinction sont à réparer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux d'assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux d'assainissement
Prescription contrôlée : [...] Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs (vannes ou autres équipements) sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'une poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le réseau d'assainissement de l'établissement est constitué de deux réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués et d'un réseau d'eaux usées raccordés au réseau d'assainissement public unitaire situé au niveau de la rue de la Forêt. Trois vannes positionnées sur chacun des trois réseaux permettent d'isoler l'établissement en cas de nécessité. Celles-ci sont actionnées semestriellement pour vérifier leur bon fonctionnement. Les deux derniers contrôles datent du

14/01/2026 et du 02/02/2026. Le tableau informatique de suivi permet de tracer uniquement le dernier contrôle, la cellule étant écrasée à chaque nouvelle vérification. Le contrôle du 14/01/2026 a également été tracé dans le registre de sécurité.

Sur le terrain, les regards d'accès à ces vannes ont été peints en rouge. Un panneau présent à côté du regard indique dans quel sens tourner la clé de manoeuvre. Celle-ci est positionnée à proximité et elle est accessible via un cadenas à code, les clés de manoeuvre ayant fait l'objet de vols. Le code du cadenas est disponible sur la fiche réflexe consigne incendie mise à jour le 22/12/2025 et affichée dans les locaux. Les vannes ont été manoeuvrées sans difficulté excepté celle située au Sud-Est du site dont une partie corrodée s'est cassée pendant la manipulation. L'exploitant a réalisé les réparations dans les 24h qui ont suivi l'inspection (envoi d'une vidéo par courriel montrant le bon fonctionnement de la vanne).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des installations de traitement

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de circulation, de stationnement ou de chargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique quand ce dernier existe.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'établissement est équipé de quatre séparateurs d'hydrocarbures. Les quatre équipements sont vidangés simultanément à fréquence annuelle. Les bordereaux de suivi de déchets dangereux n°BSD-20240612-9DWV14YQX du 13/06/2024 et n°BSD-20250723-G5JGV5EJ1 du 24/07/2025 ont été présentés par l'exploitant. Ces bordereaux de suivi de déchets comportent le code déchets 13 05 07* correspondant aux eaux hydrocarburées et sont signés par le producteur, le collecteur / transporteur et l'installation d'élimination.

Un contrôle semestriel de la hauteur de boue est réalisé mais il n'est pas tracé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le contrôle de la hauteur de boue dans les séparateurs d'hydrocarbures est à tracer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : [...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé au moyen d'aires étanchées situées à l'intérieur de l'établissement. Le confinement est assuré par la fermeture de vannes d'obturation des réseaux de liaison avec le réseau public. Il doit pouvoir être mis en œuvre en toutes circonstances, sa capacité globale minimale s'élève à 1066 m ³ .
Constats : Deux murets d'une trentaine de centimètres de haut présents à l'Ouest et à l'Est du site permettent de délimiter les deux zones de confinement des eaux d'extinction. Côté Ouest, avec la construction de l'auvent destiné à accueillir les déchets d'éléments d'ameublement, le muret va être décalé un peu plus vers l'Ouest le long du nouvel auvent. Les zones de confinement ont un volume de 500 m ³ et de 850 m ³ . L'exploitant a mis en place une vérification de l'intégrité du muret à fréquence trimestrielle. Cette vérification est enregistrée dans le tableau de suivi des vérifications générales périodiques (VGP). Lors de la visite du site, l'inspection a constaté des détériorations des murets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder aux réparations du muret permettant le confinement des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. La fréquence et le niveau de vérification sont justifiés par le fournisseur des équipements, de façon à ce que leur bon fonctionnement soit garanti. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

<p>Constats :</p> <p>Le suivi des vérifications périodiques est réalisé à l'aide d'un tableur "Tableau des VGP". Ce tableau recense l'ensemble des vérifications périodiques réalisées sur le site et comporte notamment les informations suivantes : l'intitulé de l'équipement, la périodicité de contrôle, le responsable du contrôle, l'organisme de contrôle avec ses coordonnées, la date du contrôle, l'état (conforme / non conforme), si les écarts ont été levés, des commentaires éventuels et un lien permettant d'accéder aux rapports de vérification ainsi qu'aux factures des opérations / travaux réalisés à l'issue des vérifications. Il contient également les colonnes suivantes renseignées automatiquement : la date du prochain contrôle, si le délai est dépassé et la date de déclenchement du contrôle.</p> <p>Ainsi la dernière vérification des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA) et des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) a été réalisée par l'entreprise DESAUTEL le 22/01/2025. La prochaine vérification est prévue le 09/02/2026. Le rapport mentionne un BAES défectueux, deux extincteurs à changer et un problème de pression au niveau du RIA situé sur le mur Ouest. Les deux extincteurs ont été changés le 31/01/2025 et la pression a été réglée le 21/07/2025.</p> <p>La dernière vérification électrique a été réalisée le 28/02/2025 par la société Dekra. La levée de l'ensemble des neuf observations du rapport a été faite par l'entreprise Roland Gard en même temps que le changement du BAES (facture du 22/04/2025).</p> <p>Le poteau d'incendie interne a été vérifié le 21/07/2025 et les trappes de désenfumage le 02/09/2025 également par l'entreprise DESAUTEL.</p> <p>Le registre de sécurité comporte bien les mentions des différentes vérifications.</p> <p>Dans le cadre de la visite, les vignettes de deux RIA ont été vérifiées. La date du dernier contrôle est le 22/01/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Analyse du risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation de l'analyse du risque foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par la société SOCOTEC en 2009. Suite à l'évolution du site début 2022 avec l'accueil des déchets d'éléments d'ameublement, l'étude de dangers a été mise à jour. Il y était mentionné, d'une part, que dans le cadre des modifications apportées au site depuis 2016, une mise à jour de l'ARF était à prévoir par Veolia et, d'autre part, que le risque foudre n'était pas retenu en considérant la mise à jour de l'ARF.</p> <p>Celle-ci n'a cependant pas été mise à jour depuis 2009 hors l'activité du site a évolué et elle poursuit son évolution avec le dépôt d'un dossier de porter à connaissance le 08/08/2025 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'installation d'un broyeur en amont de la presse pour vieux papiers, à l'extérieur du bâtiment de stockage des papiers, cartons et plastiques, sous un auvent pour le protéger des aléas climatiques. Les déchets y seront broyés avant d'être mis en balles. La quantité de déchets broyés quotidiennement sera de 30 t/jour. Cela nécessite le rajout de la rubrique 2791 soumise à autorisation. • Le déplacement de l'activité de tri des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) entraînant une augmentation du stockage de déchets de bois, de 150 m³ à 300 m³ sans impact sur le classement de la rubrique. • La construction d'un auvent de 1 250 m² qui sera implanté et construit à l'Ouest du centre de tri, à la place du parking des bennes vides en attente de réparation pour accueillir l'activité de réception et tri des déchets d'éléments d'ameublement (DEA). • Le déplacement de la station de distribution de carburant et son remplacement par une station service munie d'une cuve simple paroi bi-compartmentée intégrée dans un container muni d'un bac de rétention.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'analyse du risque foudre est à mettre à jour pour prendre en compte les modifications d'aménagement et d'activité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Etude technique foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention et dispositifs de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux</p>

normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : L'étude technique du risque foudre a été réalisée par la société Paratonnerres Pouyet le 11/10/2011. La notice de vérification et de maintenance a été réalisée simultanément. Le carnet de bord est également présent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En fonction des conclusions de la mise à jour de l'analyse du risque foudre, l'étude technique pourra nécessiter une mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositifs de protection et mesures de prévention contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installation et mise en place
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : La mise en place de la protection foudre a été réalisée par la société Franklin France sur la base de l'étude technique foudre. La société Franklin France dispose du label Qualifoudre. Deux paratonnerres ont été installés sur la toiture du centre tri (côté Est et côté Ouest) et un parafoudre au niveau du bâtiment administratif. Le dossier des ouvrages exécutés du 16/03/2012 mentionne que l'installation de ces dispositifs a été réalisée conformément aux normes NFC 62305-3 - Protection contre la foudre - Partie 3 : dommages physiques sur les structures et risques humains, NFC 17102 - Protection contre la foudre - Systèmes de protection contre la foudre à dispositif d'amorçage et au guide UTE C15-443 - Installations électriques à basse tension - Guide pratique - Protection des installations électriques basse tension contre les surtensions d'origine atmosphérique ou dues à des manoeuvres - Choix et installation des parafoudres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des mesures de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : La dernière vérification des mesures de protection contre la foudre a eu lieu le 02/04/2025 par la société Dekra. Le rapport mentionne qu'un composant de protection est à remplacer sur le paratonnerre de la toiture du centre de tri côté Ouest. L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à ce remplacement. Chaque début de mois, l'exploitant réalise la vérification des boîtiers enregistrant les agressions de la foudre au niveau des deux paratonnerres. Ces contrôles sont tracés dans l'application PRISM utilisée comme feuille de route par l'exploitant. Lors de l'inspection, le boîtier côté Est a été vérifié, il indique 0000.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite au dernier contrôle des mesures de protection contre la foudre, un composant de protection est à remplacer sur le paratonnerre de la toiture côté Ouest du centre de tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dossier risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition des documents de suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord

et les rapports de vérifications.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un classeur comportant l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification. Les vérifications sont également tracées dans le registre de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite